

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 15 juillet 1993", a donné le 29 septembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 23 juli 1993 door de Minister Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de ordonnantie van 15 juli 1993", heeft op 29 september 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Dans deux dispositions - les articles 5 et 18, 2°, de l'avant-projet -, les auteurs de celui-ci prescrivent la simultanéité des demandes de permis d'environnement et des demandes de permis d'urbanisme ou de lotir.

Il est fait référence, sur ce point, à l'observation générale faite par le Conseil d'Etat dans son avis L. 22.651/9 donné ce jour sur l'avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Intitulé.

Les mots ", modifiée par l'ordonnance du 15 juillet 1993" doivent être omis.

Par ailleurs, dans la version néerlandaise de l'intitulé, il y a lieu d'écrire "Brusselse". Cette observation vaut également pour les articles 2, 7 et 30.

Arrêté de présentation.

Comme le précise l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet

.../...

1993, les Secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement.

Ils ne sont, dès lors, habilités ni à proposer, ni à signer, au nom du Gouvernement, des projets d'ordonnance.

La mention du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président doit, dès lors, être omise du proposant, du dispositif et de la signature de l'arrêté de présentation.

En outre, on écrira, au début du proposant, "Sur la proposition" et on rédigera comme suit la fin du dispositif de l'arrêté de présentation : "... est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

Dispositif.

Article 3.

1. Les lettres capitales doivent être remplacées par 1^o, 2^o, 3^o, etc.

La remarque vaut également pour les articles 11, 16, 20 et 22.

2. La définition du mot "projet" serait mieux rédigée comme suit : "tout projet mentionné à l'annexe A ou à l'annexe B".

.../...

3. La nouvelle définition du mot "projet" implique qu'un projet de plan particulier d'affectation du sol constituera un projet au sens où l'entend l'ordonnance.

Il en résulte notamment, du moins à lire l'article 4, § 1er, alinéa 1er, de l'ordonnance ainsi que l'intitulé de l'annexe A, que les projets de plans particuliers d'affectation du sol mentionnés à l'annexe A seront soumis à une étude d'incidences précédée d'une note préparatoire.

Or, il ne ressort, ni du chapitre III de l'ordonnance, ni du titre II, chapitre IV, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, que l'étude d'incidences requise pour ces projets de plans doive être précédée d'une note préparatoire.

Il appartiendra aux auteurs de l'avant-projet de traduire exactement leur intention.

S'ils veulent exiger qu'une note préparatoire précède l'étude d'incidences, le contenu de cette note et le régime juridique qui lui est applicable doivent être précisés.

Article 4.

1. L'alinéa 2 de l'article 4, § 1er, de l'ordonnance, tant dans sa version actuelle que dans la version en projet, fait double emploi, d'une part, avec l'article 156,

.../...

alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et, d'autre part, avec l'article 8, alinéa 1er, première phrase, et avec l'article 19 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement. Il doit donc être omis (1).

2. De même, l'alinéa 2 de l'article 4, § 2, de l'ordonnance, tant dans sa version actuelle que dans la version en projet, fait double emploi, d'une part, avec l'article 156, alinéa 1er, de l'ordonnance précitée du 29 août 1991 et, d'autre part, avec l'article 8, alinéa 1er, deuxième phrase, de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992. Il doit donc également être omis.

3. L'article 4, § 3, de l'ordonnance doit être plus fondamentalement revu que ne le fait le texte en projet, afin de tenir complètement compte du remplacement de l'article 4 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement par l'avant-projet sur lequel le Conseil d'Etat donne, ce jour, l'avis L. 22.651/9.

(1) Par contre, il conviendrait de modifier l'article 156, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991, en insérant les mots "ou de lotir" entre les mots "permis d'urbanisme" et "lorsque".

Article 7.

La disposition en projet est inutile, dès lors qu'elle se borne à confirmer, en ce qui concerne la consultation du dossier et de la décision dans les services de l'autorité compétente, l'application de l'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Par conséquent, l'intention des auteurs de l'avant-projet serait mieux traduite par l'abrogation de l'article 7 de l'ordonnance que le projet examiné tend à modifier.

Article 8.

1. On écrira :

"Dans l'article 8, alinéa 1er, de la même ordonnance, ".

2. Il faut écrire "1° ou 2°", et non "1° et 2°".

3. Une modification similaire à celle que les auteurs de l'avant-projet apportent à l'article 8 de l'ordonnance devrait être apportée à l'article 23 de celle-ci.

.../...

Article 9.

Il serait d'une meilleure technique légistique de remplacer entièrement l'article 9.

La même observation vaut pour l'article 10, en ce qui concerne l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 1^o, de l'ordonnance.

Article 10.

L'alinéa 3 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Un projet mixte fait l'objet de mesures particulières de publicité uniques".

La même observation vaut pour les articles 22, § 3, et 28, § 3, en projet.

Article 13.

1. La phrase liminaire s'écrit comme suit :

"Art. 13. L'article 18, alinéa 3, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

La même observation vaut pour les articles 16, A) devenant 1°, 20, A) devenant 1°, 22, B) devenant 2°, 24 et 26.

La dernière phrase s'écrira :

"Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine".

Article 16

1. A l'alinéa 1er en projet, les mots "Dès réception des exemplaires du dossier fournis par le demandeur" ne permettent pas de viser de manière suffisamment précise les deux hypothèses qui peuvent se présenter, à savoir, d'une part, celle où le demandeur maintient sa demande de certificat sans l'amender et, d'autre part, celle où l'intéressé amende la demande en vue d'assurer la compatibilité du projet avec les conclusions de l'étude d'incidences. Le texte doit être revu en conséquence.

Par ailleurs, dans le même alinéa, les mots "ou le Gouvernement" doivent être remplacés par les mots "ou, dans l'hypothèse visée à l'article 18, alinéa 3, le Gouvernement".

2. Le complément à l'alinéa 2, 6°, de l'article 21 doit être rédigé comme suit : "visés à l'article 20".

.../...

Article 18.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22.

Au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 3, en projet, il faut écrire : "Dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges ...".

Article 24.

Il ne peut être exclu que le collège des bourgmestre et échevins communique à l'institut des propositions relatives au choix du chargé d'étude dès le début de l'écoulement du délai de soixante jours dans lequel l'institut est chargé d'élaborer le projet de cahier des charges de l'étude.

En pareil cas, il ne serait pas approprié de prévoir, comme le fait l'alinéa 1er en projet, que l'institut doit réunir le comité d'accompagnement, en vue notamment d'arrêter définitivement le cahier des charges, dans les cinq jours de la réception des propositions relatives au choix du chargé d'étude.

Mieux vaut, comme le prévoit l'article 29, § 2, alinéa 3, en projet, charger l'institut de réunir le comité

.../...

d'accompagnement dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges.

Article 26.

Le mot "demandeur" doit être remplacé par les mots "collège des bourgmestre et échevins".

Article 27.

1. Dans la phrase liminaire, la conjonction "et", entre les mots "de la même ordonnance", et "comprenant les articles", doit être omise.

2. Par ailleurs, l'article 42, § 1er, devenant l'alinéa 1er en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 42. Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir ou de permis d'environnement faisant suite à un certificat d'urbanisme ou à un certificat d'environnement qui a été précédé d'une évaluation des incidences en application de la présente ordonnance, sont dispensées d'une telle évaluation, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés".

3. L'article 42, § 2, devenant l'alinéa 2 en projet, appelle les observations suivantes.

.../...

a) Il se peut que des éléments significatifs concernant un projet qui fait l'objet d'une demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de permis de lotir dans le périmètre d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un permis de lotir, n'aient pu être pris en considération lors de l'évaluation des incidences qui a précédé l'adoption de ce plan ou la délivrance de ce permis (1).

En pareille hypothèse, on ne peut considérer que l'évaluation des incidences qui a été réalisée rend nécessairement superflue toute évaluation des incidences du projet qui fait l'objet de la demande de permis ou de certificat.

Eriger en règle, comme le prévoit la disposition en projet, qu'une demande de certificat ou de permis normalement soumise à évaluation des incidences en est dispensée lorsqu'elle a trait à un projet envisagé dans le

(1) Il convient en effet de tenir compte d'éléments tels que :

- a) la différence d'objet, de contenu et de degré de précision entre, d'une part un plan particulier d'affectation du sol ou un permis de lotir, et d'autre part un certificat ou un permis d'urbanisme;
- b) la possibilité que surviennent des circonstances ou des éléments nouveaux entre, d'une part le moment où est réalisée l'évaluation des incidences du projet de plan particulier d'affectation du sol ou de la demande de permis de lotir, et d'autre part le moment où est examinée la demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de permis de lotir, moments qui, il convient de le souligner, peuvent être assez éloignés;
- c) la possibilité de déroger aux prescriptions d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un permis de lotir.

.../...

périmètre d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un
lotissement autorisé risque de conduire :

- à méconnaître la directive du Conseil 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, qui, en imposant une évaluation des incidences pour les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, exige que tous les éléments significatifs de ces projets et de leurs incidences fassent l'objet d'une évaluation;
- à mettre en place un régime qui traite inégalement les citoyens en ce qui concerne la procédure applicable lors d'une demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de permis de lotir, sans que cette distinction repose sur des motifs admissibles.

b) La dispense que prévoit le texte en projet s'applique dans tous les cas où un plan particulier d'affectation du sol ou un permis de lotir a été précédé d'une évaluation des incidences, sans distinguer selon que cette évaluation a pris la forme d'un rapport d'incidences ou d'une étude d'incidences.

Il s'ensuit qu'un projet qui, mentionné à l'annexe A, 1° ou 2°, est soumis de plein droit à une étude d'incidences lorsqu'il fait l'objet d'une demande de certificat d'urbanisme, est exempté d'une telle étude s'il est envisagé dans le périmètre d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un permis de lotir qui a été précédé d'une évaluation des incidences, alors même que celle-ci n'a pas pris la forme d'une étude.

.../...

Il pourrait en résulter une méconnaissance du principe de l'égalité des citoyens devant la procédure d'évaluation des incidences applicable aux projets mentionnés à l'annexe A, 1° et 2°.

c) En prévoyant, sans autre précision, que les prescriptions d'un plan particulier d'affectation du sol peuvent imposer expressément une évaluation des incidences, le texte en projet laisse sans réponse la question de savoir à quelles règles l'évaluation des incidences exigée par le plan est soumise.

Par ailleurs, on n'aperçoit pas pour quel motif une évaluation des incidences peut être imposée par un plan particulier d'affectation du sol, mais non par un permis de lotir.

Il suit des observations qui précèdent que le paragraphe 2 en projet doit être fondamentalement revu.

Article 29.

Article 43bis, § 1er, 1°, en projet.

1. En prévoyant que "ne sont pas soumis aux dispositions de la présente ordonnance", les plans particuliers d'affectation du sol dont le dossier de base a fait l'objet de l'avis de la commission de concertation avant

.../...

l'entrée en vigueur de l'ordonnance, le texte en projet aurait pour effet d'écarter en principe l'application, non seulement des dispositions qui ont trait à l'étude d'incidences, mais aussi de celles qui sont relatives au rapport d'incidences.

Or, le fait que la commission de concertation a donné son avis sur le dossier de base précédant le plan particulier avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, ne justifie pas que le projet de plan adopté provisoirement par la suite ne soit pas accompagné d'un rapport d'incidences, pour autant que l'adoption provisoire du projet de plan intervienne à un moment où l'ordonnance est en vigueur.

Sous peine de méconnaître le principe de l'égalité des citoyens devant la procédure d'évaluation des incidences applicable aux projets de plans particuliers d'affectation du sol, le texte doit être revu pour tenir compte de cette observation.

2. Dans la version néerlandaise de la phrase introductive, il y a lieu d'écrire : "Het bepaalde in deze ordonnantie is niet van toepassing op :".

3. Au a, le mot "conditionner" doit être remplacé par le mot "soumettre", et, au b, le mot "conditionne" doit être remplacé par le mot "soumet".

Article 43bis, § 1er, 2°, en projet.

.../...

En vertu de la directive 85/337/CEE, les Etats membres de la C.E.E. ont l'obligation de soumettre à évaluation des incidences les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, avant l'octroi des autorisations nécessaires à leur réalisation.

Il en résulte qu'un Etat membre ne peut exempter un tel projet de toute évaluation des incidences pour le seul motif que la demande d'autorisation relative à ce projet a été introduite avant l'entrée en vigueur des dispositions transposant la directive. Cela peut d'autant moins être admis qu'en l'espèce la transposition de la directive a lieu plus de cinq ans après l'expiration du délai prévu par celle-ci.

Certes, on ne peut faire grief aux auteurs de l'avant-projet de ne pas frapper d'irrecevabilité les demandes d'autorisation introduites régulièrement avant l'entrée en vigueur des dispositions transposant la directive. Mais le fait que ces demandes sont recevables n'empêche pas d'organiser un régime d'évaluation des incidences des projets concernés.

La disposition en projet doit donc être fondamentalement revue.

Article 43bis, §§ 2 et 3, en projet.

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, en projet, la première phrase doit être omise. En effet :

.../...

- a) il n'y a pas lieu de se référer à l'article 4, § 1er, alinéa 2, puisque cette disposition doit être omise;

- b) en toute hypothèse, il va de soi qu'un nouveau certificat d'urbanisme n'est pas requis pour un projet qui a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme délivré avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, pour autant qu'il soit encore valable.

2. Pour plus de clarté, il est souhaitable de grouper les dispositions du paragraphe 2, alinéa 2, et du paragraphe 3 en projet.

Compte tenu de cette observation, il est proposé que le texte suivant forme les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2 :

"Dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour un projet mentionné à l'annexe A, 1°, la demande de permis d'urbanisme ou de lotir qui y fait suite est soumise aux articles 8 à 22.

Dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour un projet mentionné à l'annexe A, 2°, les dispositions suivantes sont applicables :

- 1° un certificat d'environnement n'est pas requis pour ce projet ;
- 2° les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir et les demandes de permis d'environnement qui sont relatives à ce projet sont soumises aux articles 8 à 22".

.../...

Par ailleurs, il conviendrait d'adapter à la situation qui découle de ces dispositions, les règles que prévoient, d'une part, les articles 119 et 142 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et, d'autre part, l'article 26 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

3. A l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, du paragraphe 2 en projet, comme en ont convenu les délégués du Gouvernement, les demandes relatives aux projets mentionnés à l'annexe B, 2°, doivent également être visées.

Compte tenu de cette observation, le texte suivant est proposé :

"Dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour un projet mentionné à l'annexe B, 1° ou 2°, la demande de permis d'urbanisme ou de lotir qui y fait suite est soumise aux articles 23 à 29".

Article 31.

Compte tenu de l'article 46 de l'ordonnance du 30 juillet 1992, l'article 31 est inutile et doit être omis.

Annexes.

Observation générale.

Dans chacune des annexes, l'intitulé du 1° et celui du 2° seraient mieux rédigés comme suit :

"1° projets soumis à permis, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme";

"2° projets soumis à permis, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et en vertu de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement".

Annexe A.

1. Concernant l'intitulé de cette annexe, il est renvoyé à l'observation n° 3 relative à l'article 3.

2. Pour garantir l'application combinée de l'ordonnance que l'avant-projet tend à modifier et de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, la liste des projets visés au 2° doit coïncider avec celle des installations de classe I.A. au sens de l'ordonnance relative au permis d'environnement.

Afin d'éviter toute discordance, dont le texte en projet n'est pas exempt (1), mieux vaut se borner, sous

(1) Ainsi le texte en projet ne mentionne pas les usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier, les usines sidérurgiques et les hauts fourneaux, qui sont rangées par l'ordonnance relative au permis d'environnement parmi les installations de classe I.A. (voir la rubrique 4 de l'annexe à cette ordonnance prévue par l'avant-projet examiné sous la référence L. 22.651/2/V).

l'intitulé du 2°, à viser, sans les énumérer, les installations de classe I.A. au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

En toute hypothèse, en ce qui concerne les installations mentionnées aux litteras p et q, il est renvoyé à l'observation relative aux rubriques 87 et 88 de l'annexe à l'ordonnance relative au permis d'environnement, prévue par l'avant-projet qui fait l'objet de l'avis L. 22.651/9 donné ce jour.

Annexe B.

1. Dans l'intitulé de l'annexe, les mots "4, alinéa 2" doivent être remplacés par les mots "4, § 2".

2. En tant que tels, les projets de remembrement rural, mentionnés au 1°, a, ne sont pas soumis à permis d'urbanisme.

Si les auteurs de l'avant-projet entendent viser les travaux accompagnant le remembrement, le texte doit être revu en conséquence.

3. Au 1°, b et c, sont mentionnés des projets qui ne sont pas tous soumis à permis d'urbanisme en vertu de l'article 84 de l'ordonnance du 29 août 1991.

.../...

Le texte doit être revu en conséquence.

4. Au 1°, h, mieux vaut écrire : "aménagement de zones industrielles de plus de dix hectares".

5. Au 1°, w, les mots "annexe A" doivent être remplacés par les mots "annexe A, 1°".

6. Les installations mentionnées au 2° doivent être présentées comme suit : "les installations de classe I.B. au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement".

ALGEMENE OPMERKING.

In twee bepalingen van het voorontwerp, te weten de artikelen 5 en 18, 2°, schrijven de stellers ervan voor dat de aanvragen om milieuvergunningen en de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen gelijktijdig moeten worden ingediend.

In dit verband wordt verwezen naar de algemene opmerking die de Raad van State gemaakt heeft in het advies L. 22.651/9 dat heden is verstrekt omtrent het voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Opschrift.

De woorden ", gewijzigd bij de ordonnantie van 15 juli 1993" moeten vervallen.

In het opschrift van de aangehaalde ordonnantie moet tevens "Brusselse" worden geschreven. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 2, 7 en 30.

Indieningsbesluit.

Zoals bepaald wordt bij artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de

.../...

Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, maken de gewestelijke Staatssecretarissen geen deel uit van de Regering.

Zij zijn derhalve niet gemachtigd ontwerpen van ordonnantie in naam van de Regering voor te dragen noch te ondertekenen.

De vermelding van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter moet derhalve vervallen in het voordrachtformulier, in het bepalend gedeelte en in het ondertekeningsformulier van het indieningsbesluit.

Voorts schrijve men aan het begin van de Franse lezing van het voordrachtformulier "Sur la proposition". Aan het eind van het dispositief van het indieningsbesluit schrijve men : "... is gelast, in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

1. De hoofdletters moeten worden vervangen door 1^o, 2^o, 3^o, enz.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 11, 16, 20 en 22.

.../...

2. De begripsomschrijving van het woord "project" zou beter als volgt luiden : "ieder project vermeld in bijlage A of in bijlage B".

3. De nieuwe begripsomschrijving van het woord "project" houdt in dat een ontwerp van bijzonder bestemmingsplan een project vormt in de betekenis die eraan wordt gegeven in de ordonnantie.

Daaruit vloeit inzonderheid voort, althans bij de lezing van artikel 4, § 1, eerste lid, van de ordonnantie en van het opschrift van bijlage A, dat voor de ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen vermeld in bijlage A een effectenstudie moet worden verricht, voorafgegaan door een voorbereidende nota.

Noch uit hoofdstuk III van de ordonnantie, noch uit titel II, hoofdstuk IV, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw blijkt evenwel dat aan de effectenstudie, vereist voor zulke ontwerp-plannen, een voorbereidende nota moet voorafgaan.

Het komt aan de stellers van het voorontwerp toe om hun bedoeling duidelijk weer te geven.

Indien het de bedoeling is om voor te schrijven dat aan de effectenstudie een voorbereidende nota voorafgaat, moeten de inhoud van die nota en de erop toepasselijke rechtsregeling nader worden bepaald.

.../...

Artikel 4.

1. Het tweede lid van artikel 4, § 1, van de ordonnantie is zowel in zijn huidige lezing als in de ontworpen versie een overbodige herhaling, enerzijds van het bepaalde in artikel 156, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, en anderzijds van het bepaalde in artikel 8, eerste lid, eerste volzin, en in artikel 19 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning. Derhalve moet dit lid vervallen (1).

2. Zo ook is het tweede lid van artikel 4, § 2, van de ordonnantie zowel in zijn huidige lezing als in de ontworpen versie een overbodige herhaling, enerzijds van het bepaalde in artikel 156, eerste lid, van voornoemde ordonnantie van 29 augustus 1991, en anderzijds van het bepaalde in artikel 8, eerste lid, tweede volzin, van voornoemde ordonnantie van 30 juli 1992. Derhalve moet dit lid ook vervallen.

3. Artikel 4, § 3, van de ordonnantie moet grondiger worden herzien dan in de ontworpen tekst wordt voorgesteld, ten einde volkomen rekening te houden met de

(1) Daarentegen behoort artikel 156, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 te worden gewijzigd door invoeging van de woorden "of om verkavelingsvergunning" tussen de woorden "stedebouwkundige vergunning" en "vereist".

vervanging van artikel 4 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning door het voorontwerp omtrent hetwelk de Raad van State heden het advies L. 22.651/9 verstrekt.

Artikel 7.

De ontworpen bepaling is onnodig daar zij zich ertoe bepaalt in verband met de raadpleging van het dossier en van de beslissing bij de diensten van de bevoegde overheid te bevestigen dat de ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van toepassing is.

De bedoeling van de stellers van het voorontwerp zou bijgevolg beter worden weergegeven door de opheffing van artikel 7 van de ordonnantie, dat het onderzochte ontwerp beoogt te wijzigen.

Artikel 8.

1. Men schrijve :

"In artikel 8, eerste lid, van dezelfde ordonnantie ...".

.../...

2. Men schrijve "1° of 2°" in plaats van "1° en 2°".

3. In artikel 23 van de ordonnantie zou een zelfde wijziging moeten worden aangebracht als die welke de stellers van het voorontwerp aanbrengen in artikel 8 van die ordonnantie.

Artikel 9.

Om wetgevingstechnische redenen zou het beter zijn artikel 9 helemaal te vervangen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, met betrekking tot artikel 10, § 1, eerste lid, 1°, van de ordonnantie.

Artikel 10.

Het zou beter zijn het ontworpen derde lid als volgt te stellen :

"Op een gemengd project zijn eenmalige bijzondere maatregelen van openbaarmaking toepasselijk".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 22, § 3, en 28, § 3.

.../...

Artikel 13.

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 13. Artikel 18, derde lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 16, A), dat artikel 16, 1°, wordt, voor artikel 20, A), dat artikel 20, 1°, wordt, voor artikel 22, B), dat artikel 22, 2°, wordt, en voor de artikelen 24 en 26.

De laatste volzin moet als volgt luiden : "De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen nadat zij geadieerd is".

Artikel 16.

1. In het ontworpen eerste lid verwijzen de woorden "Vanaf de ontvangst van de exemplaren van het dossier geleverd door de aanvrager" onvoldoende duidelijk naar de twee gevallen die zich kunnen voordoen, te weten enerzijds het geval waarin de aanvrager zijn aanvraag om een attest ongewijzigd handhaaft, en anderzijds het geval waarin betrokkene de aanvraag wijzigt ten einde het project in overeenstemming te brengen met de conclusies van de effectenstudie. De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

Voorts moeten in hetzelfde lid de woorden "of de Regering" vervangen worden door de woorden "of, in het geval bedoeld in artikel 18, derde lid, de Regering".

2. Artikel 21, tweede lid, 6°, moet als volgt worden aangevuld : "bedoeld in artikel 20".

Artikel 18.

Het zou beter zijn het ontworpen tweede lid als volgt te stellen : "Betreft het een gemengd project, dan wordt ...".

Artikel 22.

In de ontworpen paragrafen 2, derde lid, en 3, derde lid, schrijve men : "Binnen vijf dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek ...".

Artikel 24.

Het valt niet uit te sluiten dat het college van burgemeester en schepenen, zodra de termijn van zestig dagen waarbinnen het instituut ermede belast wordt het ontwerp van bestek van de studie uit te werken verstreken is, aan dat instituut voorstellen meedeelt betreffende de keuze van de opdrachthouder.

.../...

In dat geval zou het niet aangewezen zijn voor te schrijven, zoals het geval is in het ontworpen eerste lid, dat het instituut het begeleidingscomité binnen vijf dagen na ontvangst van de voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder moet bijeenroepen, onder meer om het bestek definitief vast te stellen.

Het zou beter zijn om, zoals bepaald wordt in het ontworpen artikel 29, § 2, derde lid, het instituut ermede te belasten het begeleidingscomité bijeen te roepen binnen vijf dagen na vaststelling van het ontwerp van bestek.

Artikel 26.

De woorden "de aanvrager" moeten worden vervangen door de woorden "het college van burgemeester en schepenen".

Artikel 27.

1. In de Franse tekst van de inleidende zin moet het voegwoord "et" tussen de woorden "de la même ordonnance" en "comprenant les articles" vervallen.

2. Voorts zou het beter zijn het ontworpen artikel 42, § 1, dat artikel 42, eerste lid, wordt, als volgt te stellen :

"Art. 42. De aanvragen ... milieu-attest dat met toepassing van deze ordonnantie door een effectenbeoordeling is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een zodanige beoorde-

.../...

ling voor zover zij in overeenstemming zijn met de afgegeven attesten".

3. Omtrent het ontworpen artikel 42, § 2, dat artikel 42, tweede lid, wordt, moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt.

a) De mogelijkheid bestaat dat significante gegevens betreffende een project waarvoor een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning, een vergunning tot verkavelen binnen de omtrek van een bijzonder bestemmingsplan of een verkavelingsvergunning is aangevraagd, niet in aanmerking konden worden genomen bij de effectenbeoordeling die voor de goedkeuring van het plan of de afgifte van de vergunning heeft plaatsgehad (1).

(1) Zo moet immers onder meer rekening worden gehouden met :

- a) het feit dat onderwerp, inhoud en graad van nauwkeurigheid verschillend zijn, enerzijds tussen een bijzonder bestemmingsplan of een verkavelingsvergunning, en anderzijds een stedenbouwkundig attest of een stedenbouwkundige vergunning;
- b) de mogelijkheid dat nieuwe omstandigheden zich voordoen of nieuwe gegevens opduiken tussen het tijdstip waarop de effectenbeoordeling van het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan of van de aanvraag om verkavelingsvergunning heeft plaatsgehad enerzijds, en het tijdstip waarop de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning worden onderzocht anderzijds, waarbij moet worden beklemtoond dat die twee tijdstippen vrij ver kunnen uiteenliggen;
- c) de mogelijkheid om af te wijken van de voorschriften van een bijzonder bestemmingsplan of van een verkavelingsvergunning.

.../...

In dat geval kan niet worden beschouwd dat de uitgevoerde effectenbeoordeling iedere beoordeling van de effecten van het project waarvoor een vergunning of een attest is aangevraagd noodzakelijkerwijs overbodig maakt.

De ontworpen bepaling beoogt tot regel te verheffen dat een aanvraag om een attest of een vergunning, waarvoor een effectenbeoordeling normalerwijs wordt voorgeschreven, ervan wordt vrijgesteld wanneer die aanvraag betrekking heeft op een project dat wordt beraamd binnen de omtrek van een bijzonder bestemmingsplan of van een toegestane verkaveling. Zo loopt men het gevaar :

- te handelen in strijd met de richtlijn van de Raad 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, die wanneer ze een milieu-effectbeoordeling voorschrijft voor de projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben, eist dat alle significante gegevens van die projecten en van hun effecten worden beoordeeld;
- een regeling in te voeren die de burgers ongelijk behandelt op het stuk van de procedure toepasselijk in het geval van een aanvraag om een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning, zonder dat dit onderscheid op aanvaardbare gronden steunt.

.../...

b) De vrijstelling waarin voorzien wordt in de ontworpen tekst, is van toepassing in alle gevallen waarin aan een bijzonder bestemmingsplan of een verkavelingsvergunning een effectenbeoordeling is voorafgegaan, ongeacht of die beoordeling de vorm van een effectenverslag heeft aangenomen dan wel van een effectenstudie.

Zulks heeft tot gevolg dat een project vermeld in bijlage A, 1° of 2°, waarvoor van rechtswege een effectenstudie vereist is wanneer voor dat project een stedenbouwkundig attest wordt aangevraagd, vrijgesteld is van zulk een studie wanneer het beraamd wordt binnen de omtrek van een bijzonder bestemmingsplan of van een verkavelingsvergunning waaraan een effectenbeoordeling is voorafgegaan, ook al heeft deze niet de vorm van een studie aangenomen.

Daaruit zou een schending kunnen voortvloeien van het beginsel van gelijkheid van de burgers ten aanzien van de procedure van effectenbeoordeling toepasselijk op de projecten vermeld in bijlage A, 1° en 2°.

c) Doordat de ontworpen tekst zonder nadere toelichting bepaalt dat de voorschriften van een bijzonder bestemmingsplan uitdrukkelijk een effectenbeoordeling kunnen opleggen, blijft de vraag onbeantwoord welke regels toepasselijk zijn op de door het plan vereiste effectenbeoordeling.

Voorts ziet de Raad van State niet in op welke grond een effectenbeoordeling kan worden opgelegd bij een

.../...

bijzonder bestemmingsplan, doch niet bij een verkavelingsvergunning.

Uit de voorgaande opmerkingen vloeit voort dat de ontworpen paragraaf 2 grondig moet worden herzien.

Artikel 29.

Ontworpen artikel 43bis, § 1, 1^o.

1. De ontworpen tekst bepaalt : "Worden niet aan de bepalingen van deze ordonnantie onderworpen (...) de bijzondere bestemmingsplannen waarvan het basisdossier het voorwerp is geweest van het advies van de overlegcommissie" vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie. Deze lezing zou aldus tot gevolg hebben dat in beginsel niet alleen de bepalingen inzake de effectenstudie niet meer toepasselijk zijn, maar ook de bepalingen inzake het effectenverslag.

De omstandigheid dat de overlegcommissie vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie een advies heeft verstrekt over het basisdossier dat aan het bijzonder plan voorafgaat, wettigt echter niet dat het voorlopig goedgekeurde ontwerp-plan achteraf niet vergezeld zou gaan van een effectenverslag, voor zover de voorlopige goedkeuring van het ontwerp-plan plaatsheeft op een tijdstip waarop de ordonnantie van kracht is.

De tekst moet worden herzien ten einde rekening te houden met die opmerking, zo niet wordt het beginsel van

.../...

gelijkheid van de burgers ten aanzien van de procedure van effectenbeoordeling, toepasselijk op de ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen, geschonden.

2. In de inleidende zin schrijve men : "Het bepaalde in deze ordonnantie is niet van toepassing op :".

3. In a moeten de woorden "verbinden aan" vervangen worden door de woorden "afhankelijk stellen van". In b schrijve men : "stelt de Regering ambtshalve de goedkeuring van het basisdossier afhankelijk van de uitvoering van ...".

Ontworpen artikel 43bis, § 1, 2º.

Krachtens de richtlijn 85/337/EEG moeten de Lid-Staten van de EEG een milieu-effectbeoordeling uitvoeren voor de projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben, en wel voordat de vergunningen vereist voor de totstandkoming van die projecten worden toegekend.

Daaruit vloeit voort dat een Lid-Staat zulk een project geen vrijstelling van enige milieu-effectbeoordeling kan verlenen om de enkele reden dat de aanvraag om een vergunning voor dat project is ingediend vóór de inwerking-treding van de bepalingen waarbij die richtlijn wordt omgezet. Dit is des te minder aanvaardbaar daar in het onderhavige geval de omzetting van de richtlijn meer dan

.../...

vijf jaar na verloop van de erin gestelde termijn plaatsheeft.

De stellers van het voorontwerp kan weliswaar niet worden verweten dat zij de aanvragen om een vergunning die vóór de inwerkingtreding van de bepalingen tot omzetting van de richtlijn op regelmatige wijze zijn ingediend, niet als onontvankelijk beschouwen, doch de omstandigheid dat die aanvragen ontvankelijk zijn, belet niet dat een regeling inzake de beoordeling van de effecten van de bedoelde projecten wordt uitgewerkt.

De ontworpen bepaling moet dus grondig worden herzien.

Ontworpen artikel 43bis, §§ 2 en 3.

1. De eerste volzin van de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, moet vervallen. Het volgende valt immers op te merken :

- a) er behoort niet te worden verwezen naar artikel 4, § 1, tweede lid, omdat die bepaling moet vervallen;
- b) het spreekt hoe dan ook vanzelf dat een nieuw stedenbouwkundig attest niet vereist is voor een project waarvoor een stedenbouwkundig attest is afgegeven vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie, voor zover dat attest nog geldig is.

.../...

2. Duidelijkheidshalve verdient het aanbeveling de bepalingen van de ontworpen paragrafen 2, tweede lid, en 3 samen te voegen.

Gelet op die opmerking wordt voorgesteld dat de hiernavolgende tekst het tweede en het derde lid van paragraaf 2 vormt :

"Indien een stedenbouwkundig attest voor een project vermeld in bijlage A, 1^o, afgegeven is vóór de inwerking-treding van deze ordonnantie, zijn de artikelen 8 tot 22 van toepassing op de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning of om een verkavelingsvergunning die erop volgt.

Indien een stedenbouwkundig attest voor een project vermeld in bijlage A, 2^o, afgegeven is vóór de inwerking-treding van deze ordonnantie, zijn de volgende regels van toepassing :

- 1^o voor zulk een project is geen milieu-attest vereist;
- 2^o op de aanvragen om een stedenbouwkundige vergunning of om een verkavelingsvergunning en op de aanvragen om een milieuvergunning betreffende zulk een project zijn de artikelen 8 tot 22 van toepassing".

Voorts behoren de regels vervat in de artikelen 119 en 142 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw enerzijds, en in artikel 26 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende

.../...

de milieuvergunning anderzijds, aangepast te worden aan de toestand die uit deze bepalingen voortvloeit.

3. De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat in het derde lid van de ontworpen paragraaf 2, dat het vierde lid wordt, eveneens moet worden verwezen naar de aanvragen betreffende de projecten vermeld in bijlage B, 2°.

Gelet op die opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Indien een stedenbouwkundig attest voor een project vermeld in bijlage B, 1° of 2°, afgegeven is vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie, zijn de artikelen 23 tot 29 van toepassing op de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning die erop volgt".

Artikel 31.

Gelet op artikel 46 van de ordonnantie van 30 juli 1992, moet artikel 31 als overbodig vervallen.

Bijlagen.

Algemene opmerking.

In elk van de bijlagen zou het beter zijn de opschriften van 1° en 2° als volgt te stellen :

.../...

- "1° projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw een vergunning vereist is";
- "2° projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en krachtens de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning een vergunning vereist is".

Bijlage A.

1. Omtrent het opschrift van deze bijlage wordt verwezen naar de opmerking nr. 3 betreffende artikel 3.

2. Wil men de gezamenlijke toepassing waarborgen van de ordonnantie waarin dit voorontwerp wijzigingen beoogt aan te brengen, en van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, dan moet de lijst van de projecten bedoeld in 2° samenvallen met die van de inrichtingen van klasse I.A. in de zin van de ordonnantie betreffende de milieuvergunning.

.../...

Om ieder gebrek aan overeenstemming te voorkomen, hoewel de ontworpen tekst zich meermaals eraan bezondigt (1), zou men er zich onder het opschrift van 2° beter toe bepalen te verwijzen naar de inrichtingen van klasse I.A. in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, zonder die inrichtingen echter te noemen.

Met betrekking tot de inrichtingen vermeld in de punten p en q wordt in ieder geval verwezen naar de opmerking betreffende de rubrieken 87 en 88 van de bijlage bij de ordonnantie betreffende de milieuvergunning, een opmerking die voorkomt in het voorontwerp omtrent hetwelk heden het advies L. 22.651/9 is verstrekt.

Bijlage B.

1. In het opschrift van de bijlage moeten de woorden "4, tweede lid" vervangen worden door de woorden "4, § 2".

(1) Zo vermeldt de ontworpen tekst niet de geïntegreerde fabrieken voor de eerste smeltingen en gietingen van staal, staalbedrijven en hoogovens, die in de ordonnantie betreffende de milieuvergunning ingedeeld wordt bij de inrichtingen van klasse I.A. (zie rubriek 4 van de bijlage bij deze ordonnantie, waarvan sprake is in het voorontwerp onderzocht onder nr. L.-22.651/2/V).

2. Voor de ruilverkavelingsprojecten vermeld in 1°, a, is als zodanig geen stedenbouwkundige vergunning vereist.

Indien de stellers van het voorontwerp de werkzaamheden bedoelen waarmee de ruilverkaveling gepaard gaat, moet de tekst dienovereenkomstig worden herzien.

3. In 1°, b en c, worden projecten vernoemd die niet alle een stedenbouwkundige vergunning vereisen krachtens artikel 84 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

4. In de Franse tekst van 1°, h, zou het beter zijn te schrijven : "aménagement de zones industrielles de plus de dix hectares".

5. In 1°, w, moeten de woorden "bijlage A" vervangen worden door de woorden "bijlage A, 1°".

6. De inrichtingen vermeld in 2° moeten als volgt worden aangegeven : "de inrichtingen van klasse I.B. in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning".

DV.

- 41 -

L. 22.667/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,

J. van COMPERNOLLE,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de
M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M.
B. JADOT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédigée
par M. J.-L. PAQUET, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur.
De nota van het Coördinatiebu-
reau werd opgesteld door de
H. J.-L. PAQUET, adjunct-refe-
rendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

.../...